



La Banque publique d'investissement

Bruno Parent a remis le 31 juillet 2012 à Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, le rapport de la mission de préfiguration de la Banque publique d'investissement (BPI).

La mission de préfiguration recommande que la BPI offre une palette de services couvrant l'ensemble des besoins des entreprises, prioritairement les PME et les entreprises de taille intermédiaire de croissance. La mission préconise que la banque soit constituée dans une première étape sous la forme d'une holding regroupant Oséo, CDC entreprises et le Fonds stratégique d'investissements, qui déterminerait la stratégie générale, piloterait le réseau régional et assurerait la gestion des risques. Dans une seconde étape, elle pourrait intégrer des fonctions de soutien à l'export.

La BPI s'appuierait sur un réseau déconcentré composé de directions régionales qui assumeraient l'essentiel des décisions financières, au service du développement territorial. Un point d'entrée unique pour les entreprises serait constitué dans chaque région.

La synthèse du rapport est disponible en téléchargement sur :

<http://www.economie.gouv.fr/files/synthese-rapport-mission-de-prefiguration-bpi.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Actualité européenne

1- BCE

- Politique monétaire

Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « l'inflation devrait encore diminuer au cours de l'année 2012 et revenir en deçà de 2 % en 2013. (...) Dans le même temps, la croissance économique demeure faible dans la zone euro, dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés financiers et de renforcement de l'incertitude qui pèsent sur la confiance et le climat des affaires. Une nouvelle intensification des tensions sur les marchés financiers pourrait affecter à la baisse la balance des risques pour la croissance et l'inflation. »

- Faux billets en euros

Au cours du premier semestre 2012, 251 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 15,2 % par rapport au premier semestre 2011. Les coupures de 20 euros et de 50 euros demeurent les valeurs les plus contrefaites avec 77 % du nombre total des contrefaçons. Au cours de la période, la part des faux billets de 20 euros a diminué, tandis que celle des fausses coupures de 50 euros a légèrement augmenté. Les coupures de 100 euros représentent pour leur part, 17 % de la contrefaçon.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation s'est élevé en moyenne à 14,6 milliards d'euros au premier semestre 2012.

2 – Commission européenne

Le 3 juillet 2012, la Commission européenne a présenté un paquet législatif visant à améliorer la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers. Ce paquet comprend trois propositions législatives : une proposition de règlement sur les documents d'information clés concernant les produits d'investissement de détail (PID), une révision de la directive sur l'intermédiation en assurance (DIA) et une proposition visant à renforcer la protection des acheteurs de fonds d'investissement (actuellement régie par la directive sur les organismes de placement des valeurs mobilières, OCPVM).

Outre-mer

M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, a présenté en Conseil des ministres du 25 juillet 2012 une communication relative à la politique de la vie chère dans les outre-mer. Le ministre a annoncé qu'un projet de loi destiné à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les outre-mer pour lutter contre la vie chère sera soumis au Parlement à la prochaine rentrée parlementaire.

Publications

1 – Banque de France

- Le rapport annuel 2011 de la Banque de France est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2011-integral.pdf

- Le rapport annuel 2011 de l'Observatoire de l'épargne réglementée est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Titres_Credits_Depots/oer-rapport-2011.pdf

- Le rapport d'activité 2011 de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/observatoire/home.htm>

2 - BCE

Le rapport de la BCE sur les fraudes à la carte bancaire entre 2007 et 2010 dans les 32 pays d'Europe (27 pays de l'UE + l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse) faisant partie du SEPA est disponible en téléchargement en anglais sur :

<http://www.ecb.int/pub/pdf/other/cardfraudreport201207en.pdf?444bfa7662a17a8898833f2fd62ca3d9>

3 - Sénat

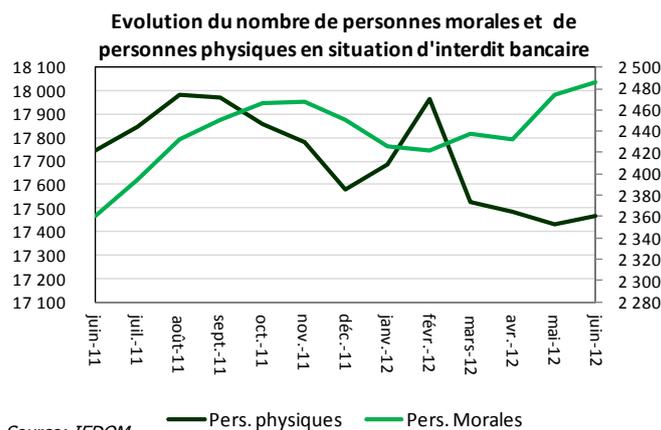
Le rapport d'information des sénateurs Jean-Pierre Sueur, Christian Cointat et Félix Desplan fait au nom de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration sur La Réunion et Mayotte est disponible en téléchargement sur :

<http://www.senat.fr/rap/r11-676/r11-6761.pdf>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : amélioration pour les personnes physiques, dégradation pour les entreprises

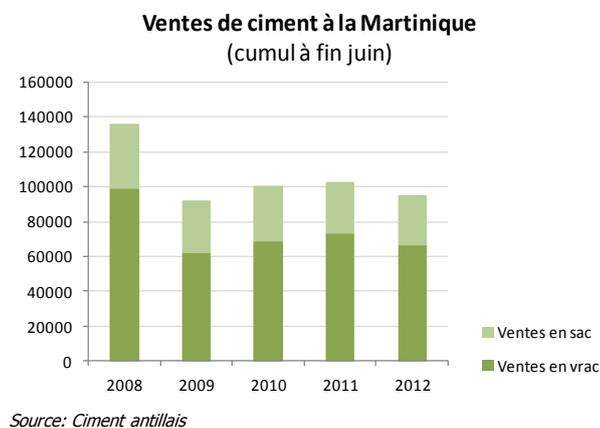
Le fichier central des chèques recense 17 466 personnes physiques en interdit bancaire au 31 juin 2012, soit une diminution de 1,6% sur un an. Cette tendance à la baisse s'est accompagnée d'un recul de 6,7 % du nombre de retrait de carte bancaire de mai à juin 2012, s'élevant alors à 264 contre 338 au même mois de l'année précédente. L'évolution favorable de la vulnérabilité des particuliers ne s'accompagne pas d'une amélioration de la sinistralité des entreprises : le nombre de personnes morales en interdit bancaire a atteint 2 486 fin juin, soit une augmentation de 5,3% sur un an.



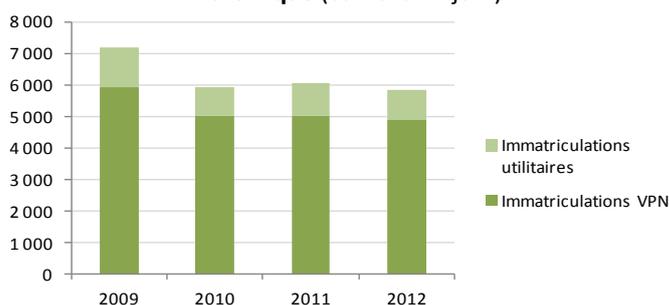
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

BTP : baisse des ventes de ciment à fin juin

A juin 2012, en cumul depuis le début de l'année, les ventes de ciment atteignent 95 106 tonnes, soit une diminution de 7,6% en glissement annuel. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, reculent de 4,2%, soit une baisse plus de deux fois moins importante que les ventes en vrac accusant un recul de 8,9%. Cette situation n'a pas manqué de faire réagir les organisations patronales et les syndicats de salariés du secteur qui, constatant une dégradation de l'activité dans le secteur, ont formulé, à l'occasion d'interventions au Conseil régional, en préfecture et au Conseil général, un certain nombre de revendications reprises dans la publication d'une lettre ouverte. En réponse, la préfecture a annoncé la tenue d'une table ronde réunissant l'ensemble des acteurs du BTP à la rentrée prochaine.



Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique (cumul à fin juin)



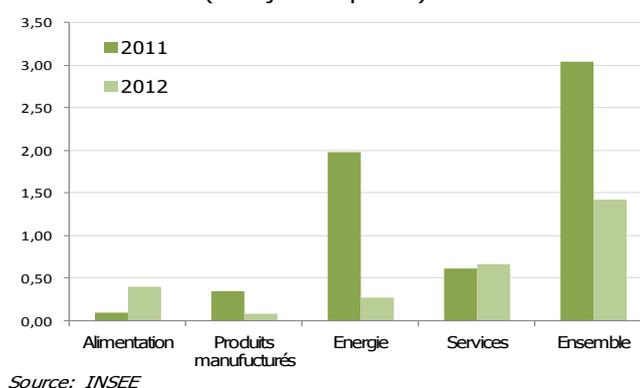
Marché automobile : immatriculations en baisse

5779 véhicules neufs (hors bus, porteurs et tracteurs) ont été immatriculés dans le département au cours des six premiers mois de l'année, contre 6002 un an auparavant (-3,7 % en glissement annuel). Cette évolution défavorable tient à un net repli des immatriculations de véhicules utilitaires (-9,4 %) et à une diminution plus modérée des ventes de véhicules de tourisme (-2,1 %). Pour cette dernière catégorie, le recul s'explique par une baisse des ventes de véhicules de marques étrangères (-8,7 %) qui n'a pu être compensée par la hausse des ventes de véhicules de marques françaises (+8,4% au cours du premier semestre 2012 par rapport à l'année précédente).

Stabilité des prix

A fin avril 2012, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 128,0 soit un niveau équivalent au mois précédent. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 1,4 % (contre 3,0 % à fin juin 2011). Cette hausse des prix tient à la progression des prix des services (+1,5% sur un an) et à l'augmentation des prix de l'alimentation (+2,3 %). Ces deux postes contribuent respectivement à hauteur de 0,66 et 0,40 point à la hausse des prix, en glissement annuel. Par ailleurs, les prix de l'énergie sont en hausse (+3,0% sur un an) et ceux des produits manufacturés sont stables (+0,3 %).

Contribution au glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (à fin juin en points)



Bananes : recul de la production au premier semestre

Les expéditions de bananes marquent un net recul au premier semestre 2012 par rapport à l'année passée (-17,8%). Cette situation est principalement liée au développement de la cercosporiose noire, champignon ravageur des régimes bananiers. Les producteurs prévoient cependant un rattrapage de la production au cours du second semestre.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Transports/ tourisme : bouleversement du paysage aérien régional

Le transport aérien antillais est en pleine mutation. Après l'annonce de l'abandon des rotations régionales d'Air Caraïbes au départ des Antilles, la compagnie Free Dom Airlines soutenue par les conseils régionaux de Guadeloupe, Martinique et de Guyane a manifesté son intérêt pour reprendre cette activité. La compagnie entend changer de stratégie par rapport à son prédécesseur en proposant des tarifs à bas prix sur ces axes en surcapacité. Cette orientation stratégique a également été retenue par XL Airways, compagnie spécialisée dans les vols à bas prix, qui a annoncé en juillet le lancement de liaisons au départ de la métropole et à destination des Antilles à 399 Euros TTC dès décembre prochain.

Barbade : dégradation de la note souveraine par Standard and Poor's

L'économie de la Barbade a assisté à la dégradation de sa note souveraine de BBB-/A-3 à BB+/B par l'agence de notation Standard and Poor's en juillet dernier. Cette décision s'appuie sur les perspectives d'affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques liées à des facteurs endogènes, avec un taux de chômage s'élevant à 11,8%, et exogènes, avec notamment l'intensification de la compétition internationale dans le secteur du tourisme. Ainsi, les prévisions de croissance du PIB par habitant s'élèvent désormais à 0,3% pour 2012 et 0,6% pour 2013, entraînant une aggravation de la dette publique malgré la mise en œuvre de réformes structurelles et de programmes de diminution des dépenses publiques.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2012	128,0	0,0 %	+1,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2012	42 100	1,0 %	+3,6 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- juin 2012	24,9 %		0,9 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mai 2012	21 448	-0,9 %	+7,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés (var. trimestrielle)	- mars 2012	39 329	+2,4 %	+7,9 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2012	164,7	-36,2 %	-42,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2012	16,8	-65,8 %	-21,5 %
	Taux de couverture mensuel		10,2 %		+2,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	44,2	-2,4 %	+9,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	260,3		+6,3 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- juin 2012	17 466	0,2 %	-1,6 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juin 2012	4 932	-	-3,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2012	98 932	-9,3 %	-16,1 %
		- cumul annuel	796 585		-0,7 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2012	0	ns	ns
		- cumul annuel	61 090	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2012	17 291	24,6 %	-9,3 %
		- cumul annuel	95 106		-7,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2012	965	+48,2 %	+16,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2012	183	+52,5 %	+3,4 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		5 779	-	-3,7 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE 2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juillet 2012)			
Mars	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3475%	0,3370%	0,3333%	0,1864%	0,2180%	0,4960%	0,7790%	1,0600%

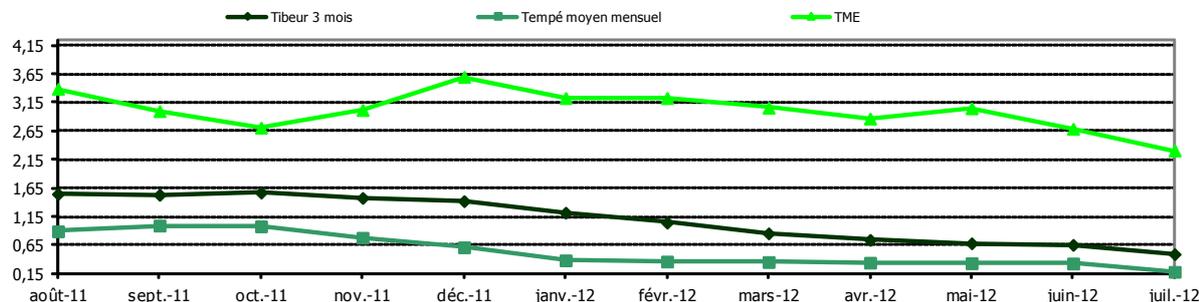
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,05%	2,79%	2,69%	2,31%	3,25%	2,99%	2,89%	2,51%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêt d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

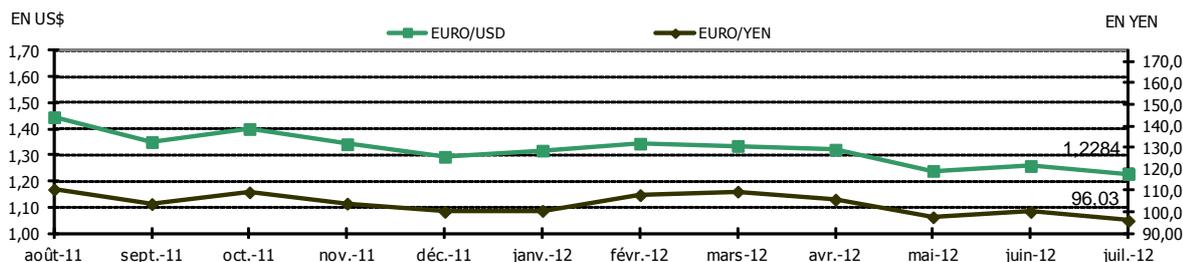
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2284	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,0556	EURO/SRD (Surinam)	4,05750
EURO/JPY (Japon)	96,0300	EURO/BWP (Botswana)	9,45440	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,20090
EURO/CAD (Canada)	1,2312	EURO/SCR (Seychelles)	17,2819	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,0566
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,78400	EURO/MUR (Maurice)	38,1772	EURO/BBD (La Barbade)	2,45910
EURO/SGD (Singapour)	1,5278	EURO/BRL (Brésil)	2,5117	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,87000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5246	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,28050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2792,5946	EURO/XCD (Dominique)	3,3198	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 Bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achévé d'imprimer le 8 août 2012 - Dépôt légal : août 2012 - ISSN 1240-3822